

Agir pour l'emploi

François Rebsamen

Ministre du travail, de l'emploi, de la Formation professionnelle et du dialogue social

L'emploi est aujourd'hui l'une des plus grandes préoccupations des Français. Alors que notre pays est encore éprouvé par la crise, les premiers signes de redressement économique apparaissent : le pouvoir d'achat augmente, la croissance repart et la confiance revient progressivement. Mais regardons la réalité en face : trop de nos compatriotes – jeunes, seniors, chômeurs de longue durée – restent exclus du marché du travail, et cette fracture mine notre pacte social. Pour la réduire, le Gouvernement agit au quotidien selon trois directions : soutenir les entreprises, favoriser la qualité du travail par la formation et le dialogue social ainsi qu'anticiper les mutations du marché du travail.

Agir pour l'emploi, c'est d'abord soutenir les entreprises

La gauche de Gouvernement, celle que nous incarnons, a compris que c'était une condition essentielle pour faire baisser le chômage. Elle a compris qu'avant de redistribuer la richesse, il fallait la produire. Ce n'est ni une compromission, ni un renoncement : pour stimuler la croissance et l'emploi, les entreprises doivent avoir les marges nécessaires pour innover, se développer et embaucher.

Convaincu de la nécessité de soutenir les entreprises, le Gouvernement n'a cessé d'agir en ce sens depuis près de trois ans. Dès novembre 2012, le rapport Gallois identifie l'affaiblissement de la compétitivité des entreprises. Dès 2013, le CICE est voté, représentant 20 milliards d'euros de baisse de cotisations sociales. Quant au pacte de responsabilité, il a accentué cet effort considérable en faveur des entreprises, en portant à 40 milliards le montant des allègements de cotisations, étalés jusqu'en 2017. Ces mesures fonctionnent : le taux de marge des entreprises se redresse et le coût du travail en France dans l'industrie est inférieur à celui de l'Allemagne. Les entreprises doivent désormais être au rendez-vous de ce grand compromis national.

Tout est en place pour que la confiance revienne et que la croissance s'installe. Alors ne cédon pas au pessimisme ! La France a de nombreux atouts et elle doit en être fière : des infrastructures modernes et performantes, de la main-d'œuvre qualifiée, des industries de pointe, de grands champions industriels, et surtout, une vitalité toute particulière dans le domaine de la création d'entreprise, comme d'ailleurs dans celui de la démographie Voilà qui doit nous inciter à croire en notre pays.

Mais agir pour l'emploi, c'est aussi favoriser la qualité du travail en développant l'accès à la formation professionnelle et un dialogue social efficace et apaisé.

En effet, la compétitivité d'une entreprise ne se résume pas au coût du travail : pour être innovante et répondre aux attentes de ses clients, elle a besoin de savoir-faire, elle doit être un lieu de coopération, d'engagement collectif. On ne peut relever le défi de la compétitivité sans relever en même temps celui de la qualification et de la qualité du dialogue social. La loi du 5 mars 2014 a profondément réformé le système de la formation professionnelle et le projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi, porte une ambition forte : moderniser, simplifier et rendre plus efficace le dialogue social. Ceux qui le présentent comme un frein à la création d'emplois se trompent. S'il est performant, c'est un formidable facteur

d'efficacité économique et de croissance pour notre pays. Le dialogue social permet d'associer les salariés à la réflexion sur la stratégie d'entreprise, ce qui concourt à sa créativité et à son succès. C'est aussi au niveau de l'entreprise un facteur de qualité de vie au travail, de bien-être des salariés et donc, de gains de productivité. En bref, rien ne sera possible en effet si l'on oppose patrons et travailleurs, employés et demandeurs d'emploi, ou encore petites entreprises et grands groupes.

Agir pour l'emploi, ce n'est pas remettre en cause notre modèle social ni le code du travail

Ils sont le produit de notre histoire et de nos conquêtes sociales : la gauche doit en être fière. Il serait illusoire de croire que la solution est dans la régression, dans le retour en arrière. La compétitivité et la souplesse demandées par les entreprises ne peuvent pas se gagner au détriment des salariés. Regardons l'Allemagne ou le Royaume-Uni. Certes, le chômage y est plus bas qu'en France. Mais les contrats zéro heure ou les mini-jobs ont provoqué une augmentation de la pauvreté chez les travailleurs modestes, ainsi qu'une explosion des inégalités et des fractures territoriales.

Agir pour l'emploi, c'est au contraire anticiper les changements à venir dans le monde du travail

Lors des Grandes conférences sociales, le Gouvernement et les partenaires sociaux avaient exprimé la nécessité d'orienter les politiques publiques afin qu'elles préparent l'avenir. France Stratégie, la DARES, les observatoires territoriaux mènent des travaux pour comprendre, identifier, analyser les besoins en emplois et en compétences de demain. L'objectif est de s'assurer que les formations permettent aux personnes d'être en phase avec leur époque : le numérique, les services à la personne, la transition écologique constituent des gisements en emploi considérables. Notre économie est dans une phase de transition : plutôt que de préserver à tout prix des emplois voués à disparaître, il faut donner aux salariés les moyens d'actualiser leur compétences, de rebondir, de s'adapter. C'est le sens du compte personnel de formation, du compte épargne-temps, des droits rechargeables, du compte pénibilité qui seront réunis dans le compte personnel d'activité : agir pour l'emploi, c'est aussi donner plus de liberté aux salariés, et les rendre acteurs de leur parcours professionnel.

La bataille de l'emploi se gagnera en mobilisant tous les acteurs : salariés, chefs d'entreprises, partenaires sociaux et secteur public. En inventant de nouvelles réponses, nous assurerons la cohésion sociale de notre pays, au profit de tous et sans exclure personne.